

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTRE DE LA JUSTICE



CENTRE
DE FORMATION
JUDICIAIRE

**CONCOURS DIRECT D'ENTREE A LA SOUS-SECTION
EDUCATEURS SPECIALISES SESSION 2022
EPREUVE : DISSERTATION
DUREE 4 HEURES**

Le constat est unanime : les sénégalais ont quitté leur légendaire urbanité pour une violence inouïe ; elle est tout aussi verbale que physique.

Qu'est ce qui, selon vous, explique cette soudaine mutation ?

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTERE DE LA JUSTICE



CENTRE
DE FORMATION
JUDICIAIRE

CONCOURS DIRECT D'ENTREE A LA SOUS-SECTION
EDUCATEURS SPECIALISES SESSION 2022
EPREUVE : RESUME
DUREE 4 HEURES

La faim dans un monde d'abondance

Sur une planète qui produit assez pour nourrir toute sa population 1,690 millions de personnes ne mangent pas à leur faim chaque jour. Après des décennies de baisse, l'insécurité alimentaire s'est aggravée depuis 2014, sous l'effet de la multiplication des conflits armés, des phénomènes climatiques extrêmes et des crises économiques à répétition. Elle résulte également de la défaillance structurelle d'un système agricole et alimentaire mondial profondément inégalitaire. Si les tendances actuelles se poursuivent, le nombre de personnes sous-alimentées dépassera les 840 millions en 2030 entraînant plusieurs pays dans la famine. Il est urgent de changer de cap et de repenser en profondeur nos modes de production agricole et de distribution alimentaire, dans le respect de la nature et de l'humain.

La FAO estime actuellement que 690 millions de personnes souffrent sévèrement de la faim et sont en situation de sous-alimentation chronique, c'est-à-dire dans l'incapacité d'accéder de façon régulière à de la nourriture en quantité suffisante et couvrant leurs besoins essentiels. Toutefois, si l'on évalue l'insécurité alimentaire dans son acception la plus vaste, à savoir les difficultés d'accéder à une alimentation saine et équilibrée, ce sont en réalité 2 milliards de personnes, soit environ le quart de la population mondiale, qui n'ont pas les moyens de se procurer une nourriture de qualité et suffisamment nutritive. L'insécurité alimentaire se traduisant par une détérioration de la qualité du régime alimentaire, elle accroît le risque de malnutrition, ce qui peut entraîner dénutrition ou à l'inverse, surpoids et obésité, en augmentation dans toutes les régions du monde.

Les femmes représentent jusqu'à la moitié des productrices alimentaires dans les pays en développement et plus de la moitié de la main d'œuvre agricole mondiale. Pourtant, alors qu'elles jouent un rôle crucial dans l'agriculture et nourrissent des centaines de millions de personnes à travers le monde, elles sont les premières à souffrir de l'insécurité alimentaire. Les femmes mangent généralement en dernier, moins et moins bien, en particulier lorsque les conditions de vie du ménage se dégradent. Elles occupent souvent les emplois les moins rémunérés et les moins protégés socialement, et n'ont qu'un accès restreint aux ressources telles que les crédits. Moins de 13% d'entre elles possèdent leur propre terre.

Les conflits sont directement responsables de plus de la moitié des crises alimentaires aigües, qui menacent à court terme la vie et les moyens de subsistance de 135 millions de personnes dans le monde. Trois pays représentent à eux seuls le tiers de ce nombre : le Yémen, la République démocratique du Congo et l'Afghanistan. Également en cause, les dérèglements climatiques, qui impactent directement les rendements et les prix agricoles et ont des effets dévastateurs pour les petites exploitations familiales dans les pays du Sud.

En outre, avec un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre qui lui sont imputables, le système agro-alimentaire industriel contribue largement à alimenter la crise climatique, qui elle aussi touche en premier lieu les personnes déjà vulnérables.

L'aggravation de la faim dans le monde est aussi le résultat d'un échec politique à résoudre les problèmes structurels du système agricole et alimentaire mondial. Un système basé sur la prévalence de l'industrie, qui concentre pouvoir et richesses entre les mains d'un petit nombre d'acteurs et génère beaucoup d'inégalités.

Ce modèle agro-industriel épuise les terres et rend l'agriculture de plus en plus vulnérable aux changements climatiques. Il crée une concurrence dévastatrice pour les millions de petites exploitations familiales, écrasées par le marché, et fait plonger dans la pauvreté, les paysans, et en particulier les paysannes, qui sont celles qui souffrent le plus de la faim.

Alors que la faim touche déjà des millions de personnes chaque année, le coronavirus a agi comme amplificateur. La pandémie a touché de plein fouet les populations déjà en situation de vulnérabilité et s'est superposée aux crises existantes, précipitant de nombreux pays en situation d'insécurité alimentaire et frappant durement les petits producteurs et productrices agricoles.

Plus de 500 millions de personnes risquent de sombrer dans la pauvreté. Privés de revenus, beaucoup n'ont aujourd'hui plus les moyens d'acheter de la nourriture en quantité suffisante. En 2020, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a estimé que 121 millions de personnes supplémentaires ont souffert de la faim à un niveau critique du fait des impacts socio-économiques de la pandémie.

Six ans après l'adoption à l'ONU de l'objectif « Faim Zéro », objectif n°2 des Objectifs de Développement Durable, qui visait son éradication d'ici à 2030, la lutte contre la faim est dans une impasse.

Tandis que l'urgence climatique n'est plus à prouver, les scientifiques ont démontré que notre modèle agricole et alimentaire n'est plus viable, et qu'accélérer une transition est inévitable. Des choix politiques s'imposent si l'on veut s'acheminer vers un futur alimentaire durable et juste.

Les États doivent développer une nouvelle approche qui allie « faim zéro » et « zéro émission de gaz à effet de serre ». Pour cela, ils doivent encourager et soutenir l'agro écologie.

L'agro écologie est à la fois une science, qui se base sur le savoir paysan, et un ensemble de pratiques, qui permet de produire de la nourriture sans dégrader la nature et de renforcer la résilience des paysannes et paysans face aux chocs climatiques. Elle est à la fois une solution d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation.

C'est aussi un mouvement social, qui promeut un système agricole et alimentaire plus équitable, plus durable, où les paysans et paysannes ont les capacités de participer à la gouvernance de ce système.

Souvent porteuses de solutions agro écologiques, qui allient sécurité alimentaire accrue et lutte contre la crise climatique, les femmes sont malheureusement trop peu soutenues. Si elles jouissaient au même titre que les hommes d'un accès à la terre, à la technologie, aux services financiers, à l'éducation et aux marchés, elles pourraient augmenter leur production de 20 à 30%, ce qui contribuerait à réduire de 150 millions le nombre de personnes souffrant de la faim.

Les gouvernements et les pouvoirs publics doivent s'assurer que les politiques agricoles contribuent à lutter contre la faim en aidant les paysans à adapter leur agriculture à un climat de plus en plus extrême et instable. Ils doivent privilégier les investissements vers la transition agro écologique et spécifiquement dans l'agriculture familiale et paysanne, secteur dont la croissance s'est révélée 2 à 4 fois plus efficace pour réduire la faim et la pauvreté que n'importe quel autre secteur.

Article de « Oxfam » publié en 2021.

CONSIGNE : Vous résumerez ce texte en 272 mots avec une marge de plus ou moins 10